



La colère vis à vis du ministère est profonde dans la voie professionnelle.

Après presque 2 ans de **crise sanitaire**, le ministre organise la rentrée dans les lycées professionnels comme si rien ne s'était passé. Aucune mesure n'est envisagée pour rattraper le retard dans les apprentissages des élèves en raison d'un enseignement en mode dégradé. L'exigence du pass sanitaire dans certains secteurs professionnels va impacter les possibilités de PFMP de certains élèves. Cela n'a absolument pas été anticipé rue de Grenelle. Les véritables questions concernant sa responsabilité propre, à savoir la gestion des jeunes qui ne seraient pas en possession du pass sanitaire restent entières. Ce sera encore aux professeurs de lycées professionnels de bricoler pour s'adapter localement et en fonction des filières au risque de voir encore s'aggraver leurs conditions de travail.

La réforme de la voie professionnelle, poursuit un objectif clairement budgétaire. Le bilan est lourd : **ce sont 1000 postes supprimés** après 3 ans de mise en œuvre de la réforme. Alors que les postes non-pourvus cette rentrée encore sont légion, beaucoup de non-titulaires ont été « remerciés » et de nombreux autres sont en attente d'affectation. Les postes en services partagés se multiplient dégradant toujours plus les conditions de travail. La dernière vague de mise en place des familles de métiers provoque aussi un fort mécontentement tant elles désorganisent les établissements. Ce choix de retarder d'un an la spécialisation à un métier est irresponsable car il ne permettra pas une meilleure insertion professionnelle, ni une poursuite d'études plus réussie.

La promesse d'une **revalorisation des enseignant·es est définitivement enterrée**. La loi de programmation annoncée en grandes pompes n'aura pas vu le jour. Que reste-il ? Un recours à l'indemnitare avec des contreparties !

Mais aucune augmentation de salaire pour toutes et tous ni aucune véritable perspective d'amélioration de carrière. Et les premières mesures « contre-partie » envisagée risquent, en plus, de dégrader l'égalité professionnelle femmes/hommes pourtant affirmée grande cause du quinquennat.

L'augmentation des salaires, l'accès à des emplois stables et pérennes, la mise en œuvre de véritables politiques de lutte contre le chômage et la précarité, l'augmentation des minima sociaux doivent devenir des axes prioritaires des politiques à venir. Au lieu de cela, le gouvernement met à mal la protection sociale et réactive ses projets de réforme de l'assurance chômage et des retraites.

Pour toutes ces raisons, nos organisations, CGT Educ'action, CNT Education, SNEP-FSU, SNUEP-FSU, Sud Éducation appellent les personnels des lycées professionnels à :

- se réunir en AG et à participer aux heures d'informations syndicales pour débattre des revendications ;
- **se mobiliser massivement** par la grève avec l'ensemble de l'éducation **le jeudi 23 septembre**.
- **participer activement à la grève interprofessionnelle du 5 octobre** pour combattre ces projets déléteurs.

Paris, le 6 septembre 2021